Deuxième conférence sur le droit de la mer

La deuxième conférence offrira probablement la dernière possibilité d'ici nombre d'années d'aboutir à un accord sur la question de la largeur de la mer territoriale et de la zone des droits de pêche réservés aux États côtiers. Elle aura donc à choisir entre une évolution ordonnée du droit international et le chaos qui suivrait l'échec des efforts pour enrichir de nouveaux principes le droit de la mer.

La deuxième conférence reprendra sûrement les délibérations au point où elles les avaient laissées en 1958. Elle sera saisie, vraisemblablement, et dès les débuts, de propositions concernant les eaux territoriales et les zones côtières de pêche, qui ressembleront fort à celles de la première conférence. Il est également probable qu'il lui soit soumis diverses propositions, les unes en faveur d'une limite territoriale de trois à douze milles, d'autres favorables à une zone de six milles et tenant compte des intérêts des pays qui pratiquent la pêche hauturière, et d'autres encore en faveur d'une limite territoriale de six milles et d'une zone de pêche exclusive de six autres milles. Il est possible que l'on propose d'autres solutions à ces deux problèmes.

Une analyse des solutions les plus importantes proposées à la première conférence établit qu'elles avaient toutes un point commun essentiel. La proposition des huit en faveur d'une mer territoriale de trois à douze milles, la proposition de l'Union soviétique, celles des États-Unis et du Canada reconnaissaient toutes explicitement ou implicitement que les États peuvent proclamer leur autorité sur la pêche dans la zone de douze milles adjacente à leur littoral. Effectivement plus de quatre-vingts pays ont voté pour une juridiction de pêche de douze milles selon l'une ou l'autre des diverses formules proposées à la conférence.

Bien que la première conférence n'ait pas abouti à un accord sur la largeur de la mer territoriale et de la zone de pêche, il ressort de ce qui précède que la communauté des nations presque entière s'est entendue sur un point essentiel: tout pays côtier peut étendre sa juridiction en matière de pêche à douze milles du littoral. Étant donné l'importance de ce point d'accord, il y a lieu d'espérer que la prochaine conférence pourra résoudre le problème dont elle est saisie.

Le Canada estime que la formule générale des deux zones de six milles est celle qui répondra le mieux aux exigences de tous les États, qu'elle pourra donc offrir à la conférence une solution acceptable. Cette opinion repose sur des comparaisons avec les autres solutions proposées.

La solution canadienne diffère du projet tendant à fixer la limite extérieure de la mer territoriale à une distance variant de trois à douze milles en ce qu'elle attribue aux pays côtiers les avantages, mais non les inconvénients d'une mer territoriale de douze milles. Elle diffère aussi de la proposition de deux zones de six milles soumise par les États-Unis à la dernière conférence, puisqu'elle ne fait pas état, au sujet de la deuxième zone de six milles, de "droits de pêche traditionnels".¹

¹ L'opinion du Canada sur ce point est exposé à la page 438.